

<http://www.snetap-fsu.fr/Centre-Boycott-du-CREA-du-19.html>



Boycott du CREA du 19 octobre

- En Région -

Date de mise en ligne : mercredi 2 novembre 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

DECLARATION PREALABLE
DE L'INTERSYNDICALE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC
DE LA REGION CENTRE A LA REUNION DU CREA

- à laquelle la [FCPE](#) et la FNAF-[CGT](#) ont tenu à s'associer -

L'intersyndicale de l'enseignement agricole public (Snetap-[FSU](#), Syac-CGT, [Sgen-CFDT](#)) en région Centre a décidé de boycotter la réunion du Comité Régional de l'Enseignement Agricole, convoqué ce jour mercredi 19 octobre 2011.

En refusant de siéger aujourd'hui nous voulons alerter le Ministre de l'Agriculture du danger que fait peser sa politique sur l'enseignement agricole public ([EAP](#)). En effet **le projet de budget prévoit la suppression de 168 postes en 2012. Ces destructions d'emplois s'ajoutent à celles que nous subissons déjà depuis de trop nombreuses années.**

Comment imaginer la disparition de postes supplémentaires dans des établissements déjà exsangues ?

Ce budget, s'il était voté, se traduirait par :

- **des fermetures de classes**, diminuant encore davantage l'offre de formation dans nos territoires alors que dans le même temps nous constatons une augmentation des demandes.
- **une augmentation du nombre d'heures supplémentaires** déjà à la limite du supportable pour l'ensemble des personnels.
- **une plus grande précarité pour les agents contractuels** qui subiront directement la baisse du nombre de postes par une baisse de leur temps de travail ou, plus grave encore, par des licenciements. Ceci alors que paradoxalement le gouvernement annonce une loi de déprécarisation très prochainement ! De toute évidence cette loi se construit sans moyens et ne permettra pas une réelle titularisation de nos collègues, en postes depuis de longues années dans les établissements.
- **une surcharge de travail pour des personnels** qui expriment pourtant de plus en plus souvent une souffrance au travail. Nous nous inquiétons des signes de mal être au travail qui nous remontent aujourd'hui des établissements, tout particulièrement concernant des agents [ATLS](#) déjà en situation de rupture, dont certains sont venus vous faire part, Monsieur le Directeur Régional directement le 22 septembre dernier...

De telles perspectives sont inacceptables car elles remettent en cause le devenir de l'Enseignement agricole Public et donc l'avenir des jeunes qui auraient fait le choix des métiers de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de la forêt, de la nature ou des territoires.

Aussi, Monsieur le Directeur Régional, **nous vous demandons de porter auprès du Ministre de l'Agriculture notre exigence d'un nouveau projet de budget pour l'enseignement agricole.**

Nous devons aujourd'hui échanger avec vous le futur Projet Régional pour l'Enseignement Agricole. Dans un tel contexte, l'intersyndicale de l'enseignement agricole public du Centre s'interroge sur l'ambition que pourrait avoir un projet fixant pour demain les objectifs de l'enseignement agricole en région à l'aune d'une telle pénurie.

De même, à regarder de près les propositions d'évolutions des structures pédagogiques pour la rentrée 2012, portées pour information à la connaissance du CREA, force est de constater que la tentation de mixage des publics est grande, la recherche du moindre coût et d'un transfert de charge de l'État vers la région, passant manifestement

Boycott du CREA du 19 octobre

avant toute considération pédagogique comme de vie scolaire... Nous pouvons d'ores et déjà vous dire que ces choix par défaut sont pour nous dangereux en ce qu'ils portent atteinte par nature à la complémentarité des voies de formation, marqueur pourtant identitaire de l'Enseignement Agricole, et ce en faisant passer pour quantité négligeable le choix d'orientation des jeunes comme de leurs familles. En conséquence, **nous combattons résolument ces orientations et resteront extrêmement vigilants quant à une éventuelle refonte de la carte des formations de nos établissements publics** sous couvert de pôles de compétences et autres têtes de réseaux qui viseraient seulement à partager la misère !

Orléans, le 19 octobre 2011